

*Les crédits*

nous sommes très lents à accepter ce que le ministre des Finances et d'autres disaient à ce sujet.

Au cours de la même allocution dans cet endroit en 1984, le ministre des Finances, qui était alors porte-parole de l'opposition en matière de finances, avait dit que notre budget de 1981 avait prévu une augmentation des impôts juste au moment où l'économie sombreait dans la récession et où nous aurions dû diminuer les impôts.

Je me demande ce que le ministre des Finances pense maintenant de cette formule, alors qu'il continue à critiquer le Sénat qui examine très attentivement la mise en oeuvre de la taxe sur les produits et services, une taxe qui, selon la plupart des observateurs, privera l'économie canadienne d'un montant assez important d'argent au moment où nous entrons en récession.

Le ministre des Finances déclare que nous avons tort. Pourtant, je l'entends à la Chambre, ainsi qu'à Edmonton et ailleurs, dire que le projet de loi sur la TPS doit sortir du Sénat, car il est essentiel à son programme de réduction du déficit ainsi qu'au plan de production de recettes du gouvernement.

Revenons aux commentaires du ministre des Finances quand il était porte-parole de l'opposition en matière de finances. En parlant de la récession que nous avons connue au début des années 1980, il a déclaré, en 1984: «Nous assistions impuissants à l'escalade des taux d'intérêt américains que suivaient les taux canadiens.»

Voilà la question, monsieur le Président. Actuellement, les taux canadiens ne suivent pas ceux de nos voisins. Au contraire, ils sont supérieurs de quatre ou cinq points au taux de base américain. C'est la première fois que la marge est si grande entre les deux. Le ministre des Finances s'appuie quand même sur le passé—il dit qu'il faut mourir avant d'aller au ciel et il emploie d'autres arguments du même ordre—et il demande pourquoi les députés de l'opposition appuient le Sénat dans sa lutte contre la taxe sur les produits et services.

• (1520)

Je signale au ministre des Finances que les Canadiens et les députés de l'opposition appuient le Sénat dans sa lutte contre la taxe sur les produits et services parce qu'ils savent que les sénateurs qui luttent contre la taxe ont raison. Ce n'est pas très compliqué.

C'est bien beau d'être sélectif et de dire que le grand frère a toujours raison, mais si nous revenons au budget

qui a orienté l'économie dans une voie qui pouvait conduire à la récession, nous voyons le ministre des Finances déclarer—et il avait à moitié raison—que le chômage augmenterait et que la croissance ralentirait ou s'arrêterait, mais que les taux d'intérêt diminueraient considérablement et s'établiraient à 11,1 p. 100 en moyenne pour l'année civile.

Il s'est complètement trompé sur ce point. Comme tout le monde le sait au Canada, les taux d'intérêt seront sensiblement supérieurs au taux prévu dans le budget.

On pense peut-être que l'opposition exagère; mais après cinq ans—sauf erreur, le ministre a célébré son sixième anniversaire à Edmonton lorsqu'il y a prononcé un discours le 17 septembre—après six ans, donc, le ministre devrait reconnaître que même les amis du gouvernement, des gens qui se sont beaucoup fait entendre en 1988 en vantant la performance du gouvernement dans ce domaine et les avantages qu'ils anticipaient de l'Accord de libre-échange, se sont déclarés publiquement inquiets de la mauvaise administration économique. Ce n'est pas le Parti libéral qui parle de ce qui arrive à notre économie.

Je cite la déclaration sur l'économie nationale faite conjointement le 11 octobre par l'Association des manufacturiers canadiens, la Chambre de commerce du Canada et le Conseil canadien des chefs d'entreprise: «Le monde canadien des affaires s'inquiète de plus en plus du fait que la mauvaise administration de l'économie canadienne au niveau macroéconomique, le manque constant de rigueur budgétaire et l'incapacité de s'attaquer à l'ampleur du défi de la concurrence auquel est confrontée l'industrie canadienne sont en train de miner progressivement les perspectives économiques des Canadiens.»

Nous pourrions poursuivre encore longtemps et nous joindre au concert des huées fusant de tous les coins du pays à propos de la performance économique du gouvernement, mais je ne pense pas que cela soit bien utile, car tout cela a déjà été dit. Les Canadiens savent bien que lorsqu'ils font face à des problèmes sur le plan personnel ou sur le plan économique, quel que soit le cas, il leur faut tout d'abord reconnaître la difficulté ou le problème avant de tâcher d'y remédier.

À mon avis, ce que les Canadiens veulent du ministre des Finances et du premier ministre, ce ne sont pas des déclarations selon lesquelles ce ralentissement économique est sain ou que les choses vont selon les prévisions.